

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 07/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Société du terminal de Dunkerque (Ex RUBIS TERMINAL DUNKERQUE)**

Port 2205 - 2205 Route du Môle 5  
59140 Dunkerque

Références : -  
Code AIOT : 0007000790

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement Société du terminal de Dunkerque (Ex RUBIS TERMINAL DUNKERQUE) implanté Port 2205 - 2205 Route du Môle 5 59140 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 13/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024. Elle porte sur le contrôle du Système de Gestion de la Sécurité (SGS) et notamment l'item "gestion des modifications".

L'inspection a également permis de recoler l'arrêté de mise en demeure du 28/07/2023 relatif à l'état des stocks.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société du terminal de Dunkerque (Ex RUBIS TERMINAL DUNKERQUE)
- Port 2205 - 2205 Route du Môle 5 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007000790
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Filiale du groupe TEPSA, la Société du Terminal Dunkerque est spécialisée dans le stockage de produits liquides en vrac, dont des produits pétroliers, chimiques, agro-alimentaires, etc. la Société du Terminal de Dunkerque emploie 48 sur les 2 sites dunkerquois (Môle 5 et Unican).

Le dépôt du Môle 5 est un dépôt multi-produits : produits pétroliers (fuel, gazole), agro-chimiques (oléagineux, mélasse, engrais liquides, soude), et styrène, goudrons, bitumes... La capacité globale de stockage du dépôt est de l'ordre de 330 000 m<sup>3</sup>.

Le dépôt est implanté sur le Môle 5 du Port Est de Dunkerque, entre les darses n°5 et 6. Il est relativement éloigné des zones urbanisées.

La partie Est du dépôt est réservée aux produits agro-chimiques. La partie Ouest du dépôt est affectée au stockage des produits pétroliers, soude et engrais liquides.

Le site du Môle 5 exploité par la Société du Terminal de Dunkerque est réglementé par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2023.

**Thèmes de l'inspection :**

- SGS

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite des installations l'inspection a constaté :

- que les rétentions ont été refaites dans le cadre du projet UCO,
- que des anciennes tuyauteries inutilisées ont été retirées.

L'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur la possibilité :

- de prévoir un arrêt "coup-de-poing" au niveau du poste de l'opérateur wagon,
- de supprimer les anciennes cuves de fuel des chaudières aujourd'hui inutilisées,
- de calorifuger les bacs liés au projet UCO qui nécessiteront un chauffage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de gestion de la sécurité (SGS)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
2	gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.4	Sans objet
3	APMD état des stocks	AP de Mise en Demeure du 28/07/2023, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection considère que la procédure de gestion des modifications est correctement suivie par l'exploitant.

Quelques observations ont été formulées par l'inspection.

La visite d'inspection a permis de constater que l'état des stocks de l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'inspection propose donc à monsieur le préfet d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 28/07/2023.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Système de gestion de la sécurité (SGS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un document dénommé Manuel Entreprise qui constitue son système de gestion de la sécurité.  Le document est établi au niveau du groupe et il est complété par diverses procédures.  Le document en vigueur porte l'indice 04 et il est daté du 15/04/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : gestion des modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

**Constats :**

Il y a une procédure de modification directement dans le Manuel Entreprise (Processus R2 sur la gestion des modifications).

Ce processus est décliné au niveau de l'entreprise STD : procédure PPA 03 DK (révision 4 en date du 25/11/2024)

voir détail dans le document ci-joint.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il conviendra de mettre la procédure PPA 03 DK à jour avec l'utilisation du CRM sous un délai de 3 mois.

Il conviendra d'être plus rigoureux pour le remplissage des permis et autorisations de travail (signature des cases prévues, mention du contrôle en fin de journée en cas de permis de feu).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : APMD état des stocks**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/07/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, état des stocks

**Prescription contrôlée :**

La société RUBIS TERMINAL DUNKERQUE, dont le siège social sis 33 avenue de Wagram 75017 PARIS, exploitant une installation sur le site du Môle 5 sur la commune de DUNKERQUE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel susvisé dans les délais fixés dans le tableau , délais qui s'appliquent à compter de la notification du présent arrêté.

Référence réglementaire	Dispositions	Délai
Article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié	« [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage [...]».	3 mois
Article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié	« Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes	3 mois

modifié	a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées [...]. »	
Article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié	« [...] Un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin ».	3 mois
Article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié	Il (l'état des stocks) est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.	3 mois
Article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié	[...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance [...].	3 mois

**Constats :**

En salle, l'exploitant présente un état des matières stockées. Les produits stockés sont

notamment des carburants (essences et gazoles), du bitume, de la soude, des huiles. il n'y a pas de stockage de produits combustibles de type bois, papiers, matières plastiques. Les déchets se limitent à une benne dédiée à la récupération des déchets industriels banals.

L'état des stocks présenté reprend la dénomination des produits stockés, leurs quantités respectives, la localisation du stockage (n° de bac). Les mentions de danger caractérisant les produits dangereux sont mentionnés.

L'état des stocks est actualisé chaque jour, il est accessible à tout moment, y compris en cas de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation.

La conformité des données de l'état des stocks a été confrontée aux quantités présentes sur site le jour de l'inspection (données de la supervision en temps réel). Il n'a pas été constaté d'écart significatif sur les bacs choisis par sondage (bacs n° 83; 84 et 85 qui contiennent du gasoil). Les recalages sont effectués quotidiennement pour les bacs d'hydrocarbures et tous les dix jours pour les cuves d'additifs.

L'état des stocks est référencé dans le plan d'opération interne de l'établissement.

L'exploitant dispose d'un état des stocks au format synthétique qui répond à l'objectif d'information de la population.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure